

## Réponse à la Consultation Publique n° 2024-02 relative à l'évolution des prestations annexes réalisées par les GRD gaz

Les prestations annexes réalisées par Enedis, en complément de la prestation d'acheminement, à la demande des fournisseurs, des consommateurs finaux et des responsables d'équilibre sont regroupées dans ses catalogues de prestations. Leurs tarifications couvrent partiellement ou entièrement les coûts générés, le complément étant, le cas échéant, couvert par le tarif d'utilisation des réseaux.

Ce sujet présente donc un enjeu important pour Enedis, tant sur le volet technique des prestations proposées en termes d'impacts sur le système d'information que sur le volet financier en terme de tarification.

La consultation publique 2024-02 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD gaz mentionne le sujet de la temporalité de la facturation des prestations en citant Enedis :

« En pratique, GRDF applique le tarif en vigueur au moment de la réalisation de la prestation. La CRE estime que cette situation peut créer des litiges entre les acteurs, en particulier lors d'une évolution significative (à la hausse ou à la baisse) du prix d'une ou plusieurs prestations. D'un autre côté, Enedis applique le tarif en vigueur au moment de la demande de la prestation ce qui peut aussi être source de litiges en cas d'évolution du tarif entre la demande de la prestation et sa réalisation. À ce titre, la CRE souhaite recueillir l'avis des acteurs sur ce sujet afin de fixer une règle pour les prestations réalisées à titre exclusif par les GRD de gaz et d'électricité. »

Ainsi, Enedis souhaite répondre à la question 2 relative à la temporalité de la facturation dans le cadre de cette consultation publique.

### Question 2 :

**Etes-vous favorable à ce que le tarif appliqué soit celui en vigueur au moment de la demande du client ou plutôt celui en vigueur au moment de la réalisation de la prestation ?**

Comme le prévoient les catalogues des prestations d'Enedis, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de réception de la demande par Enedis quelle que soit la date de réalisation de la prestation.

Cette disposition, qui vise à protéger le consommateur de tout risque d'augmentation de prix qui interviendrait entre le moment de la passation de la commande et de la réalisation effective de la prestation, répond à l'obligation légale d'information sur le prix au moment de la commande conformément à l'article L111-1 2° du code de la consommation « Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat à titre onéreux, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes : (...) 2° : Le prix ou tout autre avantage procuré au lieu ou en complément du paiement d'un prix articles ».

Enedis ne conçoit pas de déroger à ce principe qui est, d'ailleurs, plus souvent à l'avantage des clients et des fournisseurs que son inverse (ie application du prix au moment de la réalisation de la prestation) au regard de l'indexation annuelle qui se traduit par une augmentation.

Une remise en cause de cette temporalité aurait également des impacts lourds côté SI sur l'ensemble des logiciels supports de la facturation des différents segments clientèles eu égard à l'ampleur du périmètre concerné (toutes les prestations pour tous les segments de clientèles).